

INTERVENTION de M. Samuel DAMO - RPG

Monsieur Le Président du C.G.,
Mesdames et

Madame La Présidente du Congrès, ~~Mesdames et~~ Messieurs les Parlementaires,
Mesdames et Messieurs les élus.

Au nom du RPG, Rassemblement Pour la Guadeloupe, je vous remercie de nous permettre de nous exprimer sur cette question essentielle des institutions et de l'avenir du pays.

Dans le cadre de la RGPP, l'ancien Président de la république avait souhaité une évolution des institutions françaises et par voie de conséquence une évolution des régions d'Outre-mer. La question a donc été clairement posée à nos élus en leur demandant ce qu'ils souhaitaient pour notre pays.

Nos élus ont demandé à réfléchir.


Ils ont obtenu dans un premier temps, un délai pour définir le contenu et dans un second temps, un deuxième délai pour en définir le cadre.

C'est ainsi que de nombreuses associations par la voix de leurs dirigeants et de nombreuses personnalités éminentes de la société civile se sont penchées sur les problématiques de notre région. Plus de 130 contributions ont été présentées : le volet économique remportant la palme d'Or avec 27 contributions. Le chômage des jeunes, le développement économique demeurent ainsi les priorités affirmées de nos compatriotes. C'est dire comment les Guadeloupéens sont inquiets pour leur avenir et ont une capacité à hiérarchiser leurs préoccupations. Il est à noter que ce travail a été réalisé par le comité de pilotage avec le concours de la population guadeloupéenne elle-même.

Je ne vous cache pas que personnellement je me suis toujours posé la question de savoir si nous avons déjà utilisé de façon optimale tous les leviers politiques et économiques à notre disposition dans le cadre actuel.

Je demeure persuadé que non.

Toutefois, nous avons la conviction au RPG Rassemblement Pour la Guadeloupe que nous devons évoluer, que le changement institutionnel peut servir d'électrochoc et que stratégiquement, cela serait bénéfique et serait perçu comme une avancée par nos populations.



Nous ne pouvons donc pas jeter à la poubelle tout le travail accompli durant ces longs mois car les guadeloupéens ne le comprendraient pas et perdraient encore plus confiance dans des élus qui après avoir mis autant de temps à réfléchir sur une question aussi importante, se décideraient à l'éluder pour finalement laisser une fois de plus passer le train.

Madame la Présidente du Congrès, mesdames messieurs les élus, nous avons rendez-vous avec l'histoire.

Nous ne pouvons pas, nous n'avons pas le droit de subir mais au contraire nous devons saisir l'opportunité et peser sur notre destin collectif. Le pire serait d'attendre que d'autres décident à notre place.

Ce sont pour toutes ces raisons que le Rassemblement Pour la Guadeloupe estime que nous devrions opter pour la mise en place d'une collectivité unique de droit commun. Nous ferons des économies. Nous gagnerons en lisibilité et sans doute en efficacité de l'action publique locale. De plus, la loi sur le non cumul des mandats si elle était votée, devrait venir conforter nos institutions en favorisant l'émergence de nouveaux visages plus disponibles et donc plus efficaces.

Tout comme les résolutions que nous prenons en début d'année, l'occasion qui nous est offerte de changer nos institutions, devrait nous permettre de prendre un nouveau départ politique. Le changement agissant comme un marqueur qui donnerait un signal fort tant sur le plan politique que sur le plan économique.

C'est en cela que le Rassemblement Pour la Guadeloupe pense que ce changement programmatique peut être bénéfique à notre région.

Madame la Présidente, je profite de cette tribune pour affirmer le souhait du RPG que l'industrie touristique soit enfin et sans ambiguïté le moteur et la force d'entraînement de notre développement

Changer les institutions c'est se prendre en main.

Changer les institutions, c'est faire preuve de maturité politique et économique.

Dans l'esprit d'ouverture du RPG, nous en appelons à tous les partis politiques pour qu'ils se mettent ensemble pour travailler: Il en va de l'intérêt supérieur de la Guadeloupe et de la population guadeloupéenne.

Et pour finir, Madame la Présidente du Congrès, mesdames messieurs les élus, je tiens à vous interpeller sur la question du mariage pour tous, de la PMA et de la GPA qui viennent troubler la famille guadeloupéenne dont les maux sont déjà nombreux. Donner la parole à la population sur ces questions sociétales me paraît une exigence. Et pourquoi ne pas organiser une consultation de la population dans un cadre local à convenir entre nous.

Le RPG vous en fait aujourd'hui publiquement la proposition.

Ce serait un bel exercice de démocratie et de responsabilité locale et l'occasion de se situer face à une loi dont on nous dit que les élus et les guadeloupéens dans leur majorité n'en veulent pas.

Madame la présidente du Congrès, Mesdames et Messieurs les élus, je vous remercie de m'avoir accordé votre attention.